



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/45
28 avril 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1997
Genève, 30 juin-25 juillet 1997
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION RÉGIONALE

Aperçu de l'évolution économique et sociale dans
la région de la CESA0, 1996-1997

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. BILAN ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL	1 - 40	5
II. ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	41 - 55	14
III. SECTEURS MONÉTAIRE, FINANCIER ET BANCAIRE	56 - 72	19
IV. INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT	73 - 80	22
V. SITUATION DES FEMMES	81 - 90	25
<u>Tableau.</u> Indicateurs socio-économiques pour la région de la CESA0, 1994-1996		28

* E/1997/100.

RÉSUMÉ

D'après les estimations, le produit intérieur brut (PIB) de la région de la CESA0, à l'exclusion de l'Iraq, a progressé de 4,8 % en 1996, contre 2,2 % en 1995. Le PIB par habitant de la région, en hausse de 2,1 %, est le premier taux de croissance positif depuis plusieurs années. Cette évolution est principalement due à la bonne tenue des économies des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). On estime que le PIB des pays membres du CCG en tant que groupe a augmenté de 4,9 % en 1996, soit quatre fois plus que les 1,1 % de croissance enregistrés l'année précédente. En outre, le taux de croissance du PIB pour chacun des six pays du CCG était supérieur en 1996 à celui enregistré pour 1995. Parmi les pays à économie plus diversifiée, seule l'Égypte et la République arabe syrienne ont enregistré en 1996, des taux de croissance du PIB supérieurs à ceux de 1995.

En 1997, les perspectives économiques de la région de la CESA0 seront largement tributaires des facteurs suivants : cours du pétrole sur les marchés internationaux; rapidité de la mise en oeuvre des réformes économiques dans les pays membres; évolution du processus de paix au Moyen-Orient; retour de l'Iraq sur le marché mondial du pétrole et levée des sanctions qui lui ont été imposées. Le PIB de la région de la CESA0 devrait augmenter de 4,3 % en 1997.

L'accélération du taux de croissance du PIB dans la région en 1996, notamment dans les pays membres du CCG, est essentiellement due à l'augmentation de 20,3 % des prix du pétrole. En 1996, le prix moyen par baril a atteint 20,29 dollars, contre 16,86 dollars en 1995. Même si la production de pétrole est restée inchangée par rapport au niveau de 1995, soit 16 millions de barils par jour, les recettes pétrolières de la région ont augmenté de 16,4 milliards de dollars pour atteindre 96,5 milliards de dollars au total. Compte tenu du rôle important du secteur pétrolier dans la plupart des pays membres, l'augmentation considérable et généralement inattendue des recettes pétrolières a eu des effets très positifs sur les balances intérieure et extérieure de la région dans son ensemble.

Plusieurs pays membres de la CESA0 ont pu réduire leurs taux respectifs de déficit budgétaire par rapport au PIB en 1996, notamment l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis et le Koweït. Le Bahreïn a également enregistré un léger excédent budgétaire en 1996.

Les réformes économiques se sont poursuivies dans la plupart des pays de la région, mais le processus a perdu de son dynamisme dans certains pays membres du CCG, essentiellement en raison de la manne qu'ont représenté les recettes pétrolières.

Le taux élevé de chômage est resté un problème grave dans la région. La Cisjordanie et la bande de Gaza ont enregistré le plus fort taux de chômage (28 %), suivies par le Yémen (25 %). Ce taux est resté relativement élevé en Égypte et en Jordanie où, selon les estimations, il se situe aux alentours de 13 %. La République arabe syrienne est également fortement touchée par le chômage, mais dans une moindre mesure que l'Égypte et la Jordanie. Bien que

tous les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) importent de la main-d'oeuvre, le chômage augmente parmi la population locale dans certains d'entre eux.

Dans la plupart des pays membres de la CESAO, les taux d'inflation sont, dans l'ensemble, restés à des niveaux acceptables au plan international en 1996. Cependant, dans les pays à économie plus diversifiée, ces taux ont été en général largement supérieurs à ceux signalés pour les pays du CCG. Par exemple, le taux d'inflation en Jordanie, estimé à 6 %, était le plus faible des pays à économie plus diversifiée mais restait supérieur au taux le plus élevé (4 %) enregistré pour les pays du CCG (République arabe unie).

D'après les estimations, les exportations de la région ont augmenté de 15 % en 1996, alors que les importations ont connu une hausse de 9 %. Les exportations des pays du CCG, évaluées à 117,4 milliards de dollars, soit 89 % du total des exportations de la région, ont augmenté de 16 % en 1996. Dans le même temps, les exportations des pays à économie plus diversifiée membres de la CESAO ont progressé, toujours selon les estimations, de 5,6 %. On estime que les importations de la région sont passées de 93,3 milliards de dollars en 1995 à 101,8 milliards en 1996. Selon des estimations préliminaires de la balance des opérations courantes de la région, le déficit global a nettement diminué, tombant de 8,7 milliards de dollars en 1995 à 1,4 milliard en 1996, essentiellement grâce à un rééquilibrage de la balance commerciale dû à l'augmentation des exportations de pétrole.

D'après les estimations, la dette extérieure globale des pays membres de la CESAO, à l'exclusion de l'Iraq, a diminué d'environ 4 %, tombant de 182 milliards de dollars en 1995 à 175 milliards en 1996. Cette baisse est due en partie au rééchelonnement et à l'annulation d'une partie de la dette de plusieurs pays membres, comme l'Égypte, la Jordanie et le Yémen, et en partie au fait que d'autres, comme le Koweït, ont réglé leur dette.

La plupart des marchés boursiers de la région se sont mieux comportés en 1996 que de nombreux marchés naissants dans d'autres régions en développement. Alors que, selon les estimations, l'indice global des marchés dans d'autres régions en développement a chuté d'environ 8 % en 1996, celui des marchés boursiers de la région de la CESAO a augmenté d'environ 12 %. L'amélioration de la situation économique dans la plupart des pays membres de la CESAO en 1996 s'est traduite par une hausse du volume d'activités de leurs marchés boursiers respectifs. En outre, l'augmentation de la masse des liquidités dans la plupart des pays de la CESAO a permis à de nombreuses entreprises d'utiliser le marché boursier pour mobiliser des capitaux privés.

L'apport d'investissements étrangers directs dans la région de la CESAO est resté très limité, l'Égypte et l'Arabie saoudite en étant les principales bénéficiaires. Les pays membres s'attachent depuis peu à instaurer un climat plus favorable aux investissements en promulguant de nouvelles lois sur les investissements et en adoptant des mesures pour attirer les investissements privés étrangers et locaux.

Les progrès réalisés par les femmes de la région dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi sont encourageants par rapport aux années 70. Toutefois, la participation des femmes à la vie publique et politique, aux structures du pouvoir et à la prise de décisions ainsi qu'à la vie politique reste inférieure à ce que l'on espérait. En ce qui concerne l'affirmation de leurs droits et leur émancipation, il reste encore beaucoup à faire pour surmonter les obstacles existants, lutter contre la pauvreté et/ou parvenir à l'autosuffisance, à l'indépendance financière et à la sécurité, au sens le plus large.

I. BILAN ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

1. Le bilan économique général de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) s'est amélioré sensiblement en 1996. Le produit intérieur brut (PIB) de la région, à l'exclusion de l'Iraq, a enregistré un taux de croissance estimatif de 4,8 % en valeur réelle, plus du double de celui enregistré en 1995 (2,2 %), ce qui représente une croissance positive de 2,1 % du PIB réel par habitant. La région avait connu une croissance négative du PIB réel par habitant au cours des dernières années.

2. En valeur nominale, l'Iraq non compris, le PIB de la région de la CESAO s'est élevé au total à 353,3 milliards de dollars en 1996, soit 10,1 % de plus qu'en 1995 (320,8 milliards). Le PIB nominal par habitant a atteint, toujours d'après les estimations, 2 828 dollars en 1996, contre 2 638 dollars l'année précédente. Les PIB par habitant varient considérablement entre les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) et les pays à économie plus diversifiée (Cisjordanie et bande de Gaza, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, République arabe syrienne et Yémen) ainsi qu'entre eux. En 1996, le PIB par habitant pour les pays du CCG en tant que groupe a été estimé à 8 906 dollars, allant de 17 092 dollars dans les Émirats arabes unis à 6 758 dollars à Oman. Le PIB par habitant des pays à économie plus diversifiée a été estimée à 1 192 dollars par habitant pour 1996, allant de 3 975 dollars au Liban à 679 dollars au Yémen qui est le pays le moins développé de la région.

3. Les principaux facteurs qui ont contribué à l'accélération de la croissance économique et au développement de la région en 1996 comprennent l'augmentation sensible des recettes pétrolières de la plupart des pays membres et l'introduction de réformes économiques et leur accélération dans bien des pays de la région. Celle-ci aurait pu enregistrer une croissance économique plus forte en 1996 si divers facteurs n'y avaient pas fait obstacle, notamment la situation politique instable créée par l'enlèvement du processus de paix au Moyen-Orient, les attaques israéliennes contre le Liban, la fermeture des frontières de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et le maintien des sanctions économiques que l'Organisation des Nations Unies impose à l'Iraq depuis août 1990.

4. Il est évident que l'augmentation des prix du pétrole a eu un effet non négligeable sur la situation économique globale en 1996. En 1995, les prix du pétrole avaient progressé de 8,6 % par rapport à 1994. En 1996, le prix moyen par baril est passé de 16,86 à 20,29 dollars, soit 20,3 % de plus qu'en 1995. En fait, les prix du pétrole ont atteint en 1996 leur niveau le plus élevé depuis 1990 lorsque le prix de base du pétrole brut fixé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) était en moyenne de 22,26 dollars par baril.

5. Les recettes pétrolières de la région de la CESAO pour 1996 ont été estimées à 96,5 milliards de dollars au total, soit une augmentation de 16,4 milliards par rapport à 1995 (20,4 %), bien que la production de pétrole n'ait pas dépassé le niveau de 1995, à savoir 16 millions de barils par jour. En 1996, les recettes pétrolières de la région ont atteint leur niveau le plus

élevé depuis plus de 10 ans. Plus de 93 % de cette hausse concernait les pays membres du CCG, dont certains, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït, sont de gros exportateurs de pétrole.

6. L'importance du secteur pétrolier dans les économies de la plupart des pays membres de la CESAO est manifeste. À l'exception de la Jordanie, du Liban et de la Cisjordanie et de la bande de Gaza qui n'exportent pas de pétrole, les autres membres de la CESAO sont tous exportateurs de pétrole à des degrés divers et les recettes pétrolières jouent, directement et indirectement, un rôle important dans leurs économies.

7. Ainsi, dans les pays du CCG, malgré les efforts de diversification déployés au cours des vingt dernières années, le secteur pétrolier représente toujours environ 35 à 40 % du PIB combiné de ces pays. Dans les pays à économie plus diversifiée de la région, tels que l'Égypte, la République arabe syrienne et le Yémen, les recettes pétrolières, même si leur rôle n'est pas aussi important, demeurent une source majeure de recettes en devises, ce qui a des effets positifs sur les balances commerciales de ces pays. L'augmentation considérable des recettes pétrolières a donc des conséquences non négligeables sur le niveau de l'activité économique dans la majorité des pays membres de la CESAO.

8. Selon les estimations, le PIB des pays du CCG a connu un taux de croissance de 4,9 % en 1996, contre 1,1 % l'année précédente. Cette accélération sensible de la croissance économique peut être attribuée essentiellement à l'expansion du secteur pétrolier et à ses effets positifs indirects sur les autres secteurs, notamment ceux de la banque, du commerce de détail et du bâtiment. Cette hausse considérable et inattendue des recettes pétrolières a permis à la plupart des gouvernements des pays du CCG d'accroître leurs dépenses bien au-delà des prévisions tout en réduisant leurs déficits budgétaires respectifs. Les augmentations substantielles des dépenses publiques, associées à l'effet multiplicateur, ont aidé à stimuler davantage l'activité économique et la croissance de ces pays. D'après les estimations, le PIB par habitant dans les pays du CCG a augmenté de 1,8 % en valeur réelle en 1996, alors qu'il avait chuté de 2,1 % l'année précédente. On estime qu'en 1996, les taux de croissance réels du PIB allaient de 5,2 % au Koweït et à Oman à 3,2 % au Qatar. Chaque pays du CCG a enregistré en 1996 une hausse du PIB supérieure à celle de 1995.

9. Selon les estimations, le PIB de Bahreïn a augmenté de 3,8 % en 1996, contre 2,2 % en 1995. L'économie du pays, la plus diversifiée des pays membres du CCG, a été stimulée par la hausse des recettes pétrolières estimée à 44,7 %. Cette augmentation considérable est due en partie à la hausse des prix du pétrole et en partie au fait que, depuis avril 1996, le pays bénéficie de la totalité des recettes provenant du gisement d'Abou Saafa, qu'il partageait auparavant avec l'Arabie saoudite. Le secteur bancaire, qui est généralement étroitement lié à l'évolution du secteur pétrolier, a enregistré de bons résultats en 1996. La plupart des banques ont dégagé des bénéfices supérieurs à ceux de l'année précédente. Le secteur industriel, avec en tête les activités liées au raffinage du pétrole et l'aluminium, s'est bien comporté en 1996. Le secteur du tourisme s'est légèrement redressé après les piètres résultats de 1995 et a continué d'attirer les touristes d'autres pays du CCG, notamment d'Arabie saoudite. Le Gouvernement bahreïnite prévoit d'augmenter les salaires des employés du secteur public de 6 à 15 % en 1997. En outre, il se propose

d'affecter 1 milliard 150 millions de dinars de Bahreïn (BD) (soit 3,1 milliards de dollars) aux dépenses d'équipement pour la période 1997-2000. Il convient de noter que le Bahreïn n'avait alloué que 400 millions de BD (1,1 milliard de dollars) à ce type de dépenses pendant les quatre années précédentes. En 1997, l'économie de Bahreïn devrait croître à un rythme légèrement supérieur à celui de 1996, malgré une baisse anticipée des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

10. Le PIB du Koweït a enregistré un taux de croissance estimatif de 3,9 % en 1995 et de 5,2 % en 1996. La situation économique du pays s'est considérablement améliorée en 1996, essentiellement grâce à une augmentation des recettes pétrolières estimées à 19,1 %, qui a permis d'accroître l'excédent de la balance commerciale tout en réduisant le déficit budgétaire. En outre, pendant le quatrième trimestre de 1996, le Koweït a remboursé la dernière tranche du prêt de 5,5 milliards de dollars qu'il avait obtenu à la fin de la guerre du Golfe. Enfin, les actifs koweïtiens à l'étranger, évalués par des sources non officielles à 35 milliards de dollars en 1995, ont certainement augmenté considérablement en 1996, en raison des dépôts supplémentaires effectués par le Gouvernement et de l'appréciation sensible des investissements à l'étranger pendant cette année. Le PIB du Koweït devrait augmenter de 4,3 % en 1997.

11. Le taux de croissance de l'économie omanaise, qui était de 4,5 % en 1995, est estimé à 5,2 % pour 1996. Cette stabilité est due non seulement à l'expansion du secteur pétrolier mais aussi au fait qu'Oman se trouve en tête des pays du CCG en matière de réforme économique. Le secteur privé a apparemment, comme le Gouvernement l'y incitait, joué un rôle plus important dans l'économie du pays. Malgré la baisse prévue des prix du pétrole, le PIB d'Oman devrait augmenter de 4,9 % en 1997 et serait ainsi le plus élevé du groupe des pays du CCG.

12. Le PIB du Qatar, qui avait enregistré un taux de croissance modeste de 1,4 % en 1995, a été estimé à 3,2 % en 1996. Cette accélération nette de la croissance économique est principalement due à la hausse de 13,5 % de la production pétrolière du pays, qui est passée de 422 000 barils par jour en 1995 à 479 000 barils par jour en 1996. Étant donné l'augmentation des prix du pétrole, l'accroissement de la production pétrolière s'est traduite par une hausse des recettes pétrolières estimée à 34,3 % en 1996. L'économie du Qatar, grand producteur de gaz naturel, a également bénéficié de l'augmentation des prix du gaz naturel en 1996. Le taux de croissance du PIB devrait atteindre 3,7 % en 1997, essentiellement du fait de l'augmentation prévue de la production pétrolière et des recettes que le pays tire de ses grandes usines de gaz naturel liquéfié, récemment construites et/ou agrandies.

13. L'économie de l'Arabie saoudite, qui représente plus de 40 % du PIB de la région de la CESAO et environ 58 % du PIB combiné des pays membres du CCG, a enregistré de très bons résultats en 1996. Après avoir stagné en 1995, le taux de croissance du PIB réel a été estimé à 5 % au minimum en 1996. Selon des estimations officielles, le PIB du Royaume a augmenté de 8,6 % en valeur nominale en 1996. La production pétrolière s'élevant en moyenne à 8 millions de barils par jour, la hausse des recettes pétrolières du pays a été estimée à plus de 8 milliards de dollars, ce qui porte ces recettes à environ 51 milliards de

dollars au total en 1996, soit 19,3 % de plus qu'en 1995. La croissance du secteur pétrolier, qui représente plus du tiers du PIB du Royaume et plus de 90 % de ses exportations, a été le principal facteur de dynamisation de l'économie et de réduction du déséquilibre des comptes intérieurs et extérieurs. La hausse des recettes pétrolières était plus que suffisante pour éponger le déficit budgétaire. Toutefois, le Gouvernement a semble-t-il préféré rembourser ses dettes aux entrepreneurs privés, augmenter les dépenses publiques au-delà des niveaux prévus et réduire simultanément le déficit budgétaire. Le secteur privé, notamment les secteurs de la banque, du commerce de détail et du bâtiment, a largement tiré parti de la hausse des recettes pétrolières du Royaume et des dépenses publiques. Malgré une baisse anticipée des prix du pétrole en 1997, le PIB de l'Arabie saoudite devrait augmenter de 3,5 %, en partie du fait de la hausse des dépenses publiques et de la régénération du secteur privé.

14. Selon le Ministère de la planification des Émirats arabes unis, le PIB du pays a augmenté de 6,1 % en valeur réelle en 1995 et de 7,4 % en 1996 (estimations préliminaires). Toutefois, des estimations de la CESAO situaient ce taux à 2,2 % pour 1995 et 5 % pour 1996. Quoiqu'il en soit, le bilan économique des Émirats arabes unis a été satisfaisant en 1995 et très bon en 1996. Le secteur pétrolier représente environ 40 % du PIB du pays. Les recettes pétrolières des Émirats arabes unis ont augmenté de 12,8 milliards de dollars en 1995 pour atteindre un montant estimatif de 15,3 milliards en 1996, ce qui a eu des effets directs et indirects très positifs sur l'économie du pays. L'excédent de la balance commerciale s'est accru alors que le déficit budgétaire diminuait, bien que les dépenses publiques aient dépassé les niveaux prévus. Le secteur bancaire a enregistré des bénéfices substantiels. Les réexportations ont fait un bond en avant en 1996, principalement du fait de l'augmentation importante des entreprises, en taille et en nombre, notamment dans la zone de libre échange de Jabal Ali. Le secteur du tourisme a enregistré de bons résultats en 1996, grâce à une augmentation rapide du nombre des touristes, européens notamment. Plusieurs expositions internationales ayant été organisées à Abou Dhabi et à Dubaï, le secteur hôtelier et de la restauration a obtenu des résultats exceptionnels en 1996. Le départ de 180 000 expatriés qui travaillaient illégalement aux Émirats arabes unis a eu peu de conséquences négatives sur l'économie dans son ensemble; seuls les petites entreprises et le secteur du bâtiment s'en sont ressentis. Il n'en n'a pas résulté d'augmentation sensible des possibilités d'emplois offertes aux nationaux car la plupart des emplois ainsi libérés ne sont pas considérés comme acceptables par les demandeurs d'emplois nationaux. L'économie des Émirats arabes unis devrait à nouveau connaître une croissance continue, grâce au secteur pétrolier, au dynamisme croissant du secteur privé et à la hausse prévue des dépenses publiques, qu'il s'agisse des dépenses courantes ou d'équipement. Le PIB du pays devrait augmenter de 4,5 % en 1997.

15. Les économies plus diversifiées de la région, à l'exception de l'Iraq, ont obtenu de bons résultats en 1996, le taux de croissance combiné de leur PIB étant estimé à 4,7 %. Ce taux de croissance a été suffisamment élevé pour que le taux de croissance par habitant du PIB soit estimé à 2 % pour l'ensemble de ce groupe de pays. Les résultats économiques généraux, toutefois, ont varié d'un pays à l'autre.

16. L'Égypte, pays qui dans la région arrive au premier rang sur le plan économique parmi les économies diversifiées et au deuxième rang parmi tous les pays, aurait enregistré un taux de croissance de 4,9 % en 1996, contre 4,6 % en 1995. Cela aurait permis à son PIB par habitant d'enregistrer un taux de croissance de 2,7 % en 1996. L'économie égyptienne récolte les fruits attendus du programme d'ajustement structurel que le Gouvernement a lancé en 1991 sous le parrainage du Fonds monétaire international (FMI). Le taux d'inflation de l'Égypte, qui s'était établi à 15,7 % en 1995, serait tombé à 7,2 %; le déficit budgétaire exprimé en pourcentage du PIB est tombé à 1,2 %. Les réserves en devises disponibles à la Banque centrale de l'Égypte ont continué de diminuer en 1996 et seraient tombées à près de 19 milliards de dollars à la fin de l'année. Le secteur manufacturier, qui représente environ 18 % du PIB de l'Égypte, aurait crû d'environ 5,5 % en 1996 et devrait croître de 7 à 8 % au cours des prochaines années. Cela est dû en partie au lancement de grands projets industriels et à la promulgation de nouvelles lois qui revêtent une grande importance pour le secteur industriel égyptien, telles que la nouvelle loi sur le travail et les investissements unifiés. Le secteur du tourisme a enregistré de bons résultats en 1996, les recettes tirées du tourisme atteignant le montant record de 3 milliards de dollars. En 1996, 3,8 millions de touristes ont visité l'Égypte, autre record, et ce nombre devrait passer à 4,2 millions en 1997. Le taux d'occupation des hôtels a enregistré le chiffre record de 63 % au cours des 11 premiers mois de 1996. La capacité hôtelière totale de l'Égypte est passée de 18 000 chambres en 1981 à 68 000 en 1996. Le Gouvernement égyptien prévoit de mener une campagne mondiale de promotion du tourisme en Égypte, en ciblant particulièrement les États-Unis d'Amérique et l'Europe occidentale. Les secteurs de la banque, de la construction et du commerce de détail auraient tous enregistré un taux de croissance supérieur à 5 % en 1996. Le marché boursier égyptien a enregistré de bons résultats en 1996 et devrait faire de même en 1997, alors que le processus de privatisation s'accélère et que les investissements étrangers privés augmentent sensiblement. Le taux de croissance du PIB devrait augmenter encore plus en 1997 et atteindre 5,5 %, compte tenu du fait que le secteur privé joue un rôle dynamique et que les projets dont la réalisation a été décidée avec les investisseurs étrangers au cours du troisième Sommet pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui s'est tenu au Caire en novembre 1996, commenceront à être mis en oeuvre. En outre, de très grands projets seront entrepris sous l'égide du Gouvernement en Haute-Égypte et dans la péninsule du Sinaï.

17. L'économie iraquienne est restée paralysée par les sanctions économiques imposées par l'Organisation des Nations Unies en août 1990. La situation économique a continué de se détériorer en 1996, si bien que l'Iraq, qui est doté de ressources naturelles et humaines considérables, fait à présent partie du groupe des pays les moins avancés dans le monde. La situation économique ne devrait s'améliorer que légèrement en 1997, grâce à l'accord concernant la vente de pétrole contre l'achat de vivres conclu avec l'Organisation des Nations Unies, aux termes duquel l'Iraq a le droit d'exporter du pétrole jusqu'à concurrence d'une valeur de 2 milliards de dollars tous les six mois. Cependant, le redressement économique sensible, qui est nécessaire d'urgence, passe par la levée totale des sanctions économiques imposées par l'Organisation des Nations Unies.

18. Le taux de croissance du PIB de la Jordanie, qui a été de 6,4 % en 1995, devrait atteindre 5,2 % en 1996. Malgré un taux d'accroissement démographique relativement élevé, les bons résultats économiques du pays lui ont permis d'enregistrer un taux de croissance du PIB par habitant de 1,5 % en 1996. L'économie du pays a été touchée par la poursuite des sanctions économiques contre l'Iraq (son principal partenaire commercial avant l'imposition des sanctions), par le bombardement israélien du Liban en avril 1996, qui a porté atteinte au secteur du tourisme et aux investissements étrangers directs en Jordanie, et le fait que le processus de paix au Moyen-Orient soit dans une impasse, ce qui a découragé non seulement les investissements étrangers mais aussi les investissements effectués par les Jordaniens expatriés et par les investisseurs privés du royaume. Toutefois, l'économie jordanienne a bénéficié des relations améliorées avec les pays du Conseil de coopération du Golfe, ce qui s'est traduit par l'augmentation des exportations de marchandises jordanienues vers ces pays et une augmentation des opportunités d'emploi pour les travailleurs jordaniens souhaitant travailler à l'étranger. Les rapatriements de fonds des travailleurs immigrés jordaniens auraient atteint 1 milliard 540 millions en 1996, soit une augmentation de 25,2 % par rapport au niveau de 1995 (1 milliard 230 millions de dollars). Le taux de croissance du PIB de Jordanie devrait atteindre 6,2 % en 1997, taux record parmi les pays membres de la CESA0.

19. Le taux de croissance du PIB du Liban, qui était de 7 % en 1995, devrait s'établir à 3 % pour 1996. Le bombardement israélien du Liban en avril 1996 a porté gravement atteinte au pays, en particulier au secteur important du tourisme. Les taux d'intérêt relativement élevés ont découragé l'investissement privé. Le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 5 % en 1997.

20. D'après les estimations, le PIB de la République arabe syrienne a enregistré un taux de croissance de 5,9 % en 1996, contre 3,6 % en 1995. Le taux de croissance du PIB par habitant était estimé à 2,9 % en 1996, accroissement le plus important parmi les pays membres de la CESA0. L'économie syrienne a bénéficié d'une augmentation de 21 % des recettes tirées du pétrole et des bons résultats enregistrés dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme. Le secteur privé, encouragé par le Gouvernement, joue un rôle de plus en plus important, en particulier dans le secteur du tourisme. Le pays a bénéficié aussi en 1996 d'une augmentation des rapatriements de fonds des travailleurs émigrés, en particulier ceux qui résident dans les États du Conseil de coopération du Golfe. Le taux de croissance du PIB de la République arabe syrienne devrait s'établir à 4,8 % en 1997.

21. Le Yémen, le pays le moins avancé de la région, a été confronté à de graves déséquilibres des comptes nationaux et extérieurs. Il a commencé à appliquer des réformes économiques et structurelles en 1995, sous les auspices de la Banque mondiale et du FMI. Le taux de croissance du PIB, qui était établi à 8,5 % en 1995, aurait atteint 3 % en 1996. Du fait du taux d'accroissement démographique relativement élevé du Yémen, son PIB par habitant aurait baissé de 0,7 % en 1996. Bien que l'économie ait bénéficié d'une augmentation des prix du pétrole et des recettes qui en sont tirées, il a souffert considérablement depuis juin 1996 d'inondations qui ont porté gravement atteinte au secteur agricole important. Le taux de croissance du PIB devrait s'établir à 3,5 % en 1997.

22. Le produit intérieur brut combiné de la Cisjordanie et de la bande de Gaza a enregistré un taux de croissance de 3,5 % en 1995. Alors que d'après les prévisions initiales le PIB pour 1996 devait enregistrer un taux de croissance de 7 %, il aurait enregistré une diminution de 5 %. Cela est dû principalement aux fermetures fréquentes des frontières de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par le Gouvernement israélien et au fait que l'assistance financière et technique de la communauté internationale a été moins importante que prévu. En s'appuyant sur l'hypothèse selon laquelle Israël permettra à au moins 35 000 travailleurs palestiniens de continuer à travailler en Israël et permettra la libre circulation des marchandises entre Israël d'une part et la Cisjordanie et la bande de Gaza d'autre part, le PIB de la Cisjordanie et de la bande de Gaza devrait enregistrer un taux de croissance de 5 % en 1997.

23. Les perspectives économiques pour la région de la CESAO en 1997 dépendront grandement :

- a) Des prix internationaux du pétrole;
- b) De la mise en oeuvre des réformes économiques dans les pays membres;
- c) De l'évolution du processus de paix au Moyen-Orient;
- d) Du retour de l'Iraq sur le marché international du pétrole et de la levée des sanctions contre l'Iraq.

Le PIB de la région de la CESAO devrait enregistrer un taux de croissance de 4,3 % en 1997. Ce taux, bien qu'inférieur à l'estimation de 4,8 % pour 1996, serait encore nettement supérieur au taux de 2,2 % enregistré en 1995. Ce taux serait suffisant pour atteindre un taux de croissance réel du PIB par habitant de 2,1 % pour la région. En outre, alors qu'il est prévu que le PIB combiné des États du Conseil de coopération du Golfe enregistre un taux de croissance de 3,9 %, celui des économies plus diversifiées devrait enregistrer un taux de croissance de 5,2 % en 1997.

24. En 1996, le mouvement de réforme économique et d'ajustement structurel a perdu la plupart de l'élan qu'il avait pris au cours de l'année précédente dans la plupart des États du Conseil de coopération du Golfe du fait de l'augmentation inattendue des recettes tirées du pétrole. En 1996, plusieurs États du Conseil de coopération du Golfe ont reporté l'application des politiques visant à élargir et à diversifier l'assiette de l'impôt et à réduire encore les subventions par le Gouvernement des biens et services. La mise en oeuvre progressive d'une telle politique est nécessaire en vue d'éviter que des réductions brutales ne se produisent lorsque ces pays enregistreront des diminutions importantes des recettes qu'ils tirent du pétrole.

25. Les réformes économiques se poursuivent dans la plupart des pays à économie plus diversifiée de la région, en particulier en Égypte et en Jordanie, la privatisation s'accélégrant sensiblement dans le premier de ces deux pays. Le programme de réforme économique en Égypte, qui comprend la libéralisation intégrale des marchés des capitaux et du travail, la libération du commerce extérieur et l'achèvement du programme de privatisation du pays, devrait être achevé en l'an 2000.

26. Le taux élevé de chômage demeure un problème majeur dans la région de la CESAO, malgré les taux de croissance indiqués pour le PIB en termes réels et l'accroissement net du revenu par habitant susmentionné. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les économies plus diversifiées de la région. Ces dernières se sont d'une manière générale caractérisées ces dernières années par un taux d'accroissement de la population relativement élevé et par une augmentation du nombre des nouveaux arrivants sur le marché du travail, qui a été bien trop important pour que les pays concernés aient la capacité économique nécessaire pour les absorber. Ces pays sont caractérisés depuis plusieurs années par un taux d'accroissement de la main-d'oeuvre plus élevé que le taux de croissance de leur économie. En conséquence, l'augmentation de la demande de main-d'oeuvre n'a pas été suffisante pour absorber l'augmentation de l'offre. Récemment, cette situation a été encore aggravée à la suite de l'adoption de politiques gouvernementales visant à réduire les dépenses et les déficits budgétaires et à resserrer l'emploi dans le secteur public. En outre, les possibilités d'emploi en dehors de la région se sont en général raréfiées.

27. La Cisjordanie et la bande de Gaza ont indiqué le taux de chômage le plus élevé dans la région : 28 % de la population active. Si l'on prend en compte le sous-emploi, les taux, d'après les estimations préliminaires, seraient de 45 % en Cisjordanie et de 60 % dans la bande de Gaza. Plusieurs facteurs expliquaient cette situation grave liée au chômage. Il s'agissait d'une part de la fermeture de la frontière par Israël et de la détérioration de la situation politique, qui décourageait les investissements privés et étrangers et avait pour effet de reporter les grands projets de reconstruction. D'autre part, il convient de noter que la Cisjordanie et la bande de Gaza avaient aussi enregistré des taux d'accroissement de la population relativement élevés.

28. Au Yémen, le taux de chômage en 1996 demeurait très élevé, bien qu'inférieur au taux indiqué pour 1995, étant estimé à 25 % de la population active contre 30 % en 1995. Le taux élevé d'accroissement de la population active est estimé en moyenne à 4,25 % par an et les efforts déployés par le Gouvernement en vue de réduire ses états de paie n'ont pas contribué à abaisser ce taux.

29. En Égypte et en Jordanie également, les estimations préliminaires indiquent un taux de chômage relativement élevé, qui s'établit autour de 13 %. Le Gouvernement jordanien, s'efforçant de créer de nouveaux emplois pour les Jordaniens, a promulgué en 1996 une loi interdisant aux non-Jordaniens d'occuper un emploi dans 15 différentes professions et commerces dans le pays. Il est intéressant de noter en l'espèce que les économies égyptiennes et jordaniennes ont besoin au minimum d'un taux de croissance annuelle de 7 à 8 % pour absorber pleinement le nombre attendu de nouveaux arrivants sur le marché du travail (estimés à 500 000 en Égypte et à 50 000 en Jordanie) et d'abaisser le taux de chômage. La République arabe syrienne connaît également un chômage élevé mais moindre cependant que celui de l'Égypte et de la Jordanie.

30. Certains pays, membres du Conseil de coopération du Golfe, se heurtent aussi au problème du chômage de leur population locale. Cela est plutôt paradoxal car tous les pays du Conseil de coopération du Golfe sont importateurs de main-d'oeuvre. Ce phénomène relativement nouveau a été un sujet de

préoccupation pour les gouvernements des pays concernés. Plusieurs facteurs contribuent à ce phénomène. Les principaux sont les attentes irréalistes des nationaux qui entrent dans la vie active, la disponibilité de travailleurs expatriés mal rémunérés, les politiques gouvernementales visant à maîtriser l'expansion de la fonction publique et le décalage existant entre le type de qualification des chercheurs d'emploi et le type d'emploi disponible sur le marché de l'emploi de ces pays.

31. L'indigénisation de la main-d'oeuvre (le fait de remplacer les travailleurs étrangers par des nationaux) est considérée à présent comme un objectif de développement dans la plupart des pays du Conseil de coopération du Golfe. Bahreïn et Oman ont accompli des progrès dans ce sens, mais ceux-ci demeurent limités et concernent principalement le secteur public. Dans le secteur privé, ce processus ne touche pour l'instant que certains emplois de direction et emplois de bureau. Le succès de cette procédure dépendra dans une grande mesure de l'acquisition par les locaux du type d'éducation et de compétences techniques qui correspondent aux besoins du marché du travail au cours des années à venir. La politique consistant à contraindre le secteur privé à employer des nationaux peut être préjudiciable au résultat économique d'ensemble et ne pas être durable sur le long terme.

32. Les conséquences sociales du chômage chronique dans la région de la CESAO sont très graves. Des taux de chômage élevés entraînent une marginalisation et d'autres problèmes sociaux, accroissent la pauvreté et renforcent l'inégalité dans la répartition du revenu et infligent un coût humain élevé aux chômeurs en réduisant leur bien-être et en les privant de leur dignité. Ces conséquences sont particulièrement graves pour les jeunes, qui sont de nouveaux arrivants sur le marché du travail et qui, après avoir étudié de nombreuses années, se rendent compte qu'ils ne peuvent assurer leur subsistance. Au niveau familial, le chômage peut aussi entraîner la décomposition de la famille, le travail forcé des enfants et l'aggravation de la marginalisation des familles pauvres. Les sentiments d'inutilité et de frustration accroissent la criminalité et d'autres maux sociaux qui peuvent conduire à des troubles sociaux et politiques dont l'ensemble de la société pâtit.

33. Les taux d'inflation dans la plupart des pays membres de la CESAO étaient d'une manière générale à des niveaux acceptables sur le plan international en 1996. Les taux relevés parmi les économies plus diversifiées, toutefois, tendaient à être considérablement plus élevés que ceux des États du Conseil de coopération du Golfe. Ainsi, le taux d'inflation en Jordanie, estimé à 6 %, fait partie des moins élevés des économies plus diversifiées mais reste plus élevé que le taux le plus élevé (4 % dans les Émirats arabes unis) relevé parmi les États du Conseil de coopération du Golfe en 1996.

34. Le taux d'inflation au Yémen, estimé à 30 % en 1996, a été le plus élevé parmi les économies plus diversifiées. Il convient de noter que ce taux est considérablement moins élevé que les taux vertigineux relevés en 1994 et 1995, qui étaient respectivement de 120 % et de 55 %.

35. En République arabe syrienne, le taux d'inflation avait augmenté en 1996 par rapport à 1995, passant de 18,5 % à 20 %. Deux facteurs pouvaient avoir contribué à la pression inflationniste dans le pays. Le premier était le haut

niveau de liquidité du système bancaire, le second la dévaluation officielle de la livre syrienne pour les articles importés, le ratio entre la livre syrienne et le dollar étant passé de 11,2 à 1 à 42 à 1.

36. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le taux d'inflation a sensiblement diminué, passant de 25 % en 1995 à 12 % en 1996. Cette diminution peut être interprétée comme étant le résultat d'une chute du pouvoir d'achat du peuple palestinien pendant une année où les taux de chômage ont été très élevés et le niveau de l'activité économique a fortement baissé.

37. Au Liban, le taux d'inflation, qui était de 14 % en 1995, est tombé à 8,9 % en 1996. Cette diminution s'explique par les politiques monétaires plus prudentes de la Banque centrale et le ralentissement de l'activité économique.

38. En Égypte, d'après les estimations, le taux d'inflation est tombé à 7,2 % en 1996, contre 15,7 % en 1995. Cette baisse s'explique surtout par la diminution sans précédent du déficit budgétaire par rapport au PIB et au fait que le Gouvernement a choisi d'émettre des bons du Trésor plutôt que d'augmenter la masse monétaire pour financer ses déficits budgétaires.

39. En Jordanie, comme nous l'avons vu plus haut, le taux d'inflation a été estimé à 6 % en 1996, ce qui représente une augmentation par rapport aux 2,3 % enregistrés en 1995. Il convient de noter que, de manière générale, le Gouvernement jordanien a suivi des politiques monétaires et budgétaires conservatrices. L'augmentation du taux d'inflation est due avant tout aux subventions qu'il a accordées pour le blé, le fourrage, l'eau et l'électricité en 1996.

40. Dans les pays du CCG, l'inflation est restée limitée, allant de 4 % dans les Émirats arabes unis à 1,2 % seulement en Arabie saoudite. La plupart de ces pays suivent des politiques monétaires conservatrices. Les monnaies de tous les pays du CCG, à l'exception du Koweït, sont rattachées au dollar des États-Unis. L'appréciation du dollar en 1996 par rapport au yen et à la plupart des monnaies des pays d'Europe occidentale a contribué à tempérer les taux d'inflation des pays du CCG. Les prix des importations en provenance de ces pays, qui sont d'importants partenaires commerciaux, ont donc baissé. En outre, comme nous l'avons vu précédemment, la nette augmentation des recettes publiques en 1996 a permis aux gouvernements de différer de nouvelles diminutions des subventions portant sur divers biens et services.

II. ÉVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

41. Les premières estimations indiquent que les exportations et les importations de la région ont bénéficié de la hausse sensible des cours du pétrole, de la croissance économique générale et de l'augmentation des exportations de produits non pétroliers. Les exportations auraient augmenté de 15 % en 1996 et les importations de 9 %. Les exportations des pays du CCG, qui sont estimées à 117,4 milliards de dollars et représentent 89 % des exportations de la région de la CESA0, ont enregistré une hausse de 16 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des cours du pétrole, en particulier au second semestre. Les exportations ont surtout augmenté au Koweït

(19 %), en Arabie saoudite (18,8 %) et aux Émirats arabes unis (14,9 %). Le Koweït a largement profité de la hausse des cours du pétrole, puisque la valeur de ses exportations est passée de 10,2 à 12,1 milliards de dollars en 1996. L'augmentation sensible des exportations de l'Arabie saoudite est due principalement à la hausse des cours du pétrole, mais aussi à l'accroissement des exportations de produits pétrochimiques et non pétroliers. Les Émirats arabes unis, pour leur part, ont enregistré une hausse constante des exportations de produits non pétroliers, et en particulier des réexportations. L'augmentation des exportations à destination de l'Asie du Sud-Est a aussi contribué à la croissance de leurs exportations. Oman et le Qatar ont enregistré une hausse de leurs exportations d'environ 10 %. L'augmentation de 5 % constatée à Bahreïn est due au développement des exportations d'aluminium et à la décision de l'Arabie saoudite de transférer à ce pays la totalité des recettes du gisement d'Abu Saafa, auparavant partagées par les deux pays.

42. D'après les estimations, les pays membres de la CESAO dont l'économie est plus diversifiée ont vu leurs exportations augmenter de 5,6 %. Certains pays ont bénéficié en partie de la hausse des cours du pétrole, mais d'autres, comme l'Égypte, ont enregistré une diminution de leurs exportations de produits non pétroliers. Le montant total des exportations de ce groupe de pays est estimé à 15 millions de dollars en 1996, contre 14,2 millions en 1995. La plus forte augmentation (plus de 20 %) a été enregistrée par le Liban. D'après les chiffres officiels, les exportations de la République arabe syrienne ont augmenté de 16,9 %. Il s'agit essentiellement de pétrole et de matières premières, qui ont bénéficié de la hausse des cours du pétrole. Les exportations de produits non pétroliers, en revanche, ont continué de pâtir de nombreux facteurs tels que les restrictions de change, même si les taux ont été quelque peu modifiés en 1996. On estime que le Yémen a augmenté ses exportations de 8,5 %, voire plus, mais il est difficile de recueillir des statistiques précises sur le secteur informel du pays, qui est important. L'augmentation de 7,4 % seulement enregistrée par la Jordanie, bien inférieure aux 26 % de hausse de 1995, est due en partie aux problèmes frontaliers qui ont nui aux échanges avec Israël et la Cisjordanie. L'Égypte a vu ses exportations diminuer d'environ 6 % en raison de la baisse de ses exportations de produits non pétroliers et notamment de textiles. D'après les estimations, les exportations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ont souffert des restrictions sévères imposées en 1996 par le Gouvernement israélien à la circulation des biens et des personnes et ont chuté de 20 %. Sous le prétexte de mesures de sécurité, l'exportation de marchandises à destination d'Israël mais aussi de la Jordanie et de l'Égypte ou de pays n'appartenant pas à la région a été bloquée pendant la plus grande partie de l'année.

43. En ce qui concerne les importations, les premières estimations montrent qu'elles sont passées de 93,3 milliards de dollars en 1995 à 101,8 milliards en 1996. Les importations des pays du CCG se sont élevées au total à 67,5 milliards de dollars, soit 66,3 % du montant total des importations de la région et environ 75 % des recettes pétrolières de ces pays, qui se sont élevées à 89,9 milliards de dollars au total. Tous les pays du groupe ont vu leurs importations augmenter, dans une proportion allant de 11 % à Oman à 3 % au Qatar. Les importations des Émirats arabes unis et du Koweït ont augmenté respectivement de 10 et 8 %. À Oman et au Koweït, l'augmentation résulte en partie de la hausse des importations de biens d'équipement. Les importations de

l'Arabie saoudite ont augmenté de 4 % par rapport à 1995, en raison notamment de l'augmentation des dépenses publiques enregistrée au second semestre, lorsque les recettes pétrolières se sont avérées plus importantes que prévu, et de l'appréciation du dollar par rapport à la plupart des monnaies, qui a fait baisser sensiblement le coût des importations en provenance du Japon, d'Europe ou d'ailleurs.

44. Les pays de la CESAO à économie plus diversifiée ont vu leurs importations augmenter de 14 %, passant de 30,2 milliards de dollars en 1995 à 34,3 milliards en 1996. À l'exception de l'Iraq, à qui l'ONU a imposé des sanctions économiques, tous les pays du groupe ont enregistré une augmentation de leurs importations allant de 8 % en Jordanie à 28 % au Liban. Par rapport à 1995, les importations sont aussi en hausse au Yémen (15,5 %), en République arabe syrienne (14,7 %) et en Égypte (10,1 %). L'augmentation des importations de l'Égypte pourrait être partiellement due à la baisse des droits de douane. En octobre 1996 en effet, ce pays a annoncé une baisse générale de 10 à 15 % des droits de douane sur les importations. Les droits touchant les produits de luxe restent toutefois élevés et peuvent aller jusqu'à 135 %. Le programme de libéralisation mis en place par la Jordanie, qui comprenait une baisse de certains droits de douane, pourrait avoir contribué à la hausse des importations. La défense des taux de change semble aussi avoir influé sur les importations. Il semble toutefois que cette politique sera maintenue dans les années à venir.

45. Compte tenu des chiffres donnés plus haut, il semble qu'en 1996 la balance commerciale de la région ait été excédentaire de 30,5 milliards de dollars, ce qui est nettement supérieur à l'excédent de 21,7 milliards de dollars enregistré en 1995 et résulte en grande partie de la hausse des cours du pétrole. Les pays du CCG ont enregistré une augmentation de leur excédent commercial, qui s'est élevé à 49,9 milliards de dollars contre 37,7 milliards en 1995. En revanche, d'après les estimations, les balances commerciales des pays membres de la CESAO dotés d'économies plus diversifiées ont enregistré un déficit de 19,3 milliards de dollars, contre 16 milliards en 1995. Pour tous les pays du groupe, les importations ont été supérieures aux exportations.

46. Selon les prévisions pour 1997, le solde de la balance commerciale de la région et des pays du CCG devrait fléchir légèrement. En supposant que le baril de pétrole vaille de 17,5 à 19 dollars et que le volume des exportations de pétrole augmente légèrement, les exportations de la région devraient connaître une modeste augmentation. On prévoit que les exportations des pays du CCG n'augmenteront que de 2 %, tandis que leurs importations devraient augmenter de 7 %, ce qui entraînerait une légère diminution du solde de la balance commerciale. Les pays à économie plus diversifiée devraient tirer profit des réformes économiques axées sur l'exportation et d'une meilleure pénétration sur de nouveaux marchés d'exportation et accroître leurs exportations de 17 % et leurs importations de 8 %.

47. Le taux de couverture, qui mesure la capacité de la région de financer ses importations grâce à ses recettes d'exportation, est passé de 1,23 en 1995 à 1,30 en 1996. Pour les pays du CCG, ce taux est passé de 1,6 à 1,74, essentiellement en raison de l'augmentation des exportations, tandis que pour les pays à économie plus diversifiée il a enregistré un léger recul, tombant de

0,47 à 0,44, du fait de l'augmentation des importations. En 1997, le taux de couverture devrait s'élever à 1,26, ce qui est inférieur au chiffre de 1996. En effet, les importations devraient augmenter plus vite que les exportations.

48. D'après les premières estimations relatives à la balance des opérations courantes des membres de la CESA0 pour lesquels on dispose déjà de données (tous sauf l'Iraq, la République arabe syrienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza et le Yémen), le déficit global s'est nettement atténué, tombant de 8,7 milliards de dollars en 1995 à 1,4 milliard de dollars en 1996. Cette diminution s'explique surtout par les bons résultats de la balance commerciale, dus à l'augmentation des exportations de pétrole. Les pays du CCG, d'après des estimations récentes, affichent un excédent de la balance des opérations courantes de 5,8 milliards de dollars, ce qui représente une amélioration notable par rapport au déficit de 2,5 milliards de dollars enregistré en 1995. Les progrès les plus sensibles ont été réalisés par l'Arabie saoudite, qui a enregistré un excédent de 900 millions de dollars en 1996, après un déficit de 8,1 milliards de dollars l'année précédente. Cette amélioration est largement attribuable à l'augmentation de l'excédent de la balance commerciale, qui résulte de l'augmentation des recettes pétrolières. D'après les dernières estimations, Bahreïn et le Koweït ont également amélioré leurs résultats : à Bahreïn, le solde de la balance des opérations courantes est passé de 480 millions de dollars en 1995 à 600 millions en 1996, tandis qu'au Koweït il est passé de 4,2 à 4,3 milliards de dollars. En revanche, le solde de la balance des opérations courantes d'Oman, du Qatar et des Émirats arabes unis semble avoir diminué, malgré l'augmentation des recettes pétrolières. Oman et le Qatar, qui avaient déjà enregistré des déficits en 1995, les ont vu se creuser en 1996, passant de 350 à 740 millions de dollars pour Oman et de 260 à 410 millions de dollars pour le Qatar. Le solde de la balance des opérations courantes des Émirats arabes unis est resté positif en 1995 comme en 1996 mais accuse un recul, puisqu'il est tombé de 1,5 milliard en 1995 à 1,1 milliard en 1996.

49. D'après les estimations, le déficit de la balance des opérations courantes des pays à économie plus diversifiée est passé de 6,2 milliards de dollars en 1995 à 7,2 milliards de dollars en 1996. Cette détérioration s'explique en grande partie par l'aggravation du déficit de l'Égypte, qui est passé de 254 millions de dollars à 1 milliard de dollars, en raison de la diminution des exportations. Le Liban a également vu son déficit se creuser, mais dans une moindre mesure, puisqu'il s'est élevé à 5,9 milliards en 1996 contre 5,4 milliards en 1995. En Jordanie, en revanche, le solde de la balance des opérations courantes s'est amélioré : le déficit de 460 millions de dollars en 1995 est tombé à 270 millions en 1996, en raison notamment de l'augmentation des envois de fonds des travailleurs émigrés.

50. La balance des opérations courantes de la région devrait rester déficitaire en 1997. Le déficit pourrait se creuser et atteindre environ 4 milliards de dollars si le cours du pétrole se situe entre 17,5 et 19 dollars le baril et si les importations augmentent comme prévu. Les pays du CCG devraient voir leur excédent tomber aux alentours de 4 milliards de dollars, tandis que, dans les pays à économie plus diversifiée, le déficit devrait augmenter, passant à 8 milliards de dollars environ.

51. Les données partielles dont on dispose pour le moment indiquent que les réserves internationales de la région (sauf l'Iraq, la Cisjordanie et la bande de Gaza et la République arabe syrienne) ont augmenté de 6,3 % par rapport à 1995, passant de 51,2 à 54,4 milliards de dollars. Cette hausse est essentiellement due à l'augmentation des réserves des pays à économie plus diversifiée. Les réserves des pays du CCG se sont maintenues au même niveau (23,4 milliards de dollars) qu'en 1995 alors que celles des pays à économie plus diversifiée ont augmenté de 11 % pour atteindre 30,9 milliards de dollars en 1996. L'Arabie saoudite (8,5 milliards) et les Émirats arabes unis (8 milliards) disposent des réserves les plus importantes du groupe des pays du CCG tandis que l'Égypte, avec des réserves de 19 milliards de dollars, est en tête du groupe des pays à économie plus diversifiée.

52. Les réserves dont disposait la région en 1996 représentent l'équivalent de 6,9 mois d'importations, soit un peu moins qu'en 1995, où elles permettaient d'en financer 7,1 mois. Les réserves des pays du CCG ont représenté 4,2 mois d'importations alors que celles des pays à économie plus diversifiée ont atteint l'équivalent de 13,9 mois d'importations, ce qui est dû en grande partie aux bons chiffres de l'Égypte.

53. De nombreux pays de la région ont entrepris les réformes économiques requises pour adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agit notamment de mesures relatives au commerce, comme la baisse des droits de douane, la suppression des obstacles non tarifaires et l'harmonisation de la législation fiscale et des taux d'imposition pour les entreprises locales et étrangères. En 1996, les Émirats arabes unis sont entrés à l'OMC, dont Bahreïn, l'Égypte, le Koweït et le Qatar étaient déjà membres. Pour tous ces pays, l'adhésion à l'OMC devrait se traduire par de meilleurs résultats commerciaux. La Jordanie, le Liban et l'Arabie saoudite sont candidats, tandis qu'Oman, qui bénéficie du statut d'observateur, et la République arabe syrienne continuent de peser les avantages et les inconvénients de l'adhésion. Certains pays ont entrepris des négociations avec l'Union européenne en vue de parvenir à des accords de partenariat similaires à ceux dont bénéficient d'autres pays méditerranéens. L'Union européenne et les pays du CCG étudient la possibilité de conclure un accord de libre échange. En ce qui concerne les échanges au sein de la région, la création d'une union monétaire arabe a été au centre des discussions de la réunion organisée au Caire en 1996 sous les auspices du Fonds monétaire arabe. Une telle union permettrait de renforcer le commerce intrarégional.

54. On estime que la dette extérieure globale des pays membres de la CESA, à l'exception de l'Iraq, a diminué d'environ 4 %, chutant de 182 milliards de dollars en 1995 à 175 milliards en 1996. Cette diminution est due d'une part au rééchelonnement et à l'annulation d'une partie de la dette d'un certain nombre de pays comme l'Égypte, la Jordanie et le Yémen et, d'autre part, aux remboursements réalisés par d'autres, comme le Koweït qui, à la fin de l'année, a effectué son dernier versement, d'un montant de 786 millions de dollars (sur un emprunt souverain d'un montant total de 5,5 milliards de dollars contracté en 1991). En revanche, certains pays ont vu leur dette extérieure augmenter. Ainsi, la dette du Qatar a accusé une augmentation de 42 % environ, atteignant 8,1 milliards de dollars en 1996 contre 5,7 milliards l'année précédente, et celle du Liban a augmenté de 38 % environ, passant de 1 milliard 280 millions à

1 milliard 770 millions de dollars. La dette extérieure de la Jordanie a diminué de 10 %, tombant de 6,6 à 6 milliards de dollars. Elle devrait passer à plus de 7,5 milliards de dollars au cours des deux années à venir, en raison d'engagements de prêt d'un montant total de 1,5 milliard environ contractés auprès de créanciers occidentaux et d'organisations multilatérales.

55. Si les pays du CCG ont généralement des dettes extérieures à court terme, destinées à financer les échanges commerciaux, la plupart des autres pays de la région ont contracté des dettes à long terme, en partie à des conditions favorables.

III. SECTEURS MONÉTAIRE, FINANCIER ET BANCAIRE

56. En 1996, plusieurs pays membres de la CESAO (dont l'Égypte) se sont mis à organiser régulièrement des ventes par adjudication de bons du Trésor à des taux d'intérêt fixés par le marché. Ces ventes ont rapidement pris une grande importance pour le marché monétaire intérieur. D'autres pays membres de la CESAO ont pris des mesures pour augmenter leur coefficient de couverture (Jordanie et Yémen) et développer le marché interbancaire (pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Égypte, Jordanie et Liban). D'autres retombées positives sont attendues des efforts soutenus faits pour consolider les marchés financiers, notamment la promotion de la concurrence entre leurs différents acteurs et l'élargissement progressif de l'accès aux marchés.

57. Dans le cadre de la libéralisation du secteur financier, la plupart des pays membres de la CESAO ont apporté des améliorations aux mécanismes de régulation monétaire, renonçant à imposer des restrictions quantitatives en matière de crédit pour adopter des instruments de contrôle monétaire indirect. On notera que l'instrument de réescompte a été revu pour suivre de plus près l'évolution du marché; que la vente et la prise en pension des bons d'État et autres effets financiers gouvernementaux servent de plus en plus souvent de moyen de gestion des liquidités; et que l'obligation légale de couverture est devenue la même pour toutes les institutions financières.

58. Grâce à l'augmentation inopinément importante des recettes pétrolières provoquée par le renchérissement du pétrole, en 1996, la plupart des pays membres du CCG ont pu réduire fortement leur déficit budgétaire voire l'éliminer totalement et enregistrer un léger excédent comme Bahreïn. La hausse du dollar des États-Unis par rapport aux autres grandes monnaies a donné un autre coup de pouce à l'économie de ces pays. Le prix de leurs exportations pétrolières étant libellé en dollars, les pays membres du CCG ont vu leurs recettes augmenter en termes réels du fait que la plupart d'entre elles étaient destinées au Japon et à des pays extérieurs à la zone dollar. Le raffermissement des cours du pétrole aurait ainsi rapporté des recettes supplémentaires de plus de 8 milliards à l'Arabie saoudite, de 2,5 milliards aux Émirats arabes unis, de 1 milliard 950 millions au Koweït, de 1,2 milliard à l'Oman et de 900 millions au Qatar.

59. Si les pays membres du CCG pouvaient toujours se servir de ces ressources et le cas échéant puiser dans leurs réserves en devises pour financer leur déficit budgétaire, les pays membres de la CESAO à économie plus diversifiée avaient de leur côté continué de chercher d'autres moyens de réduire leur déficit budgétaire.

60. En 1996, les marchés boursiers de la région se sont mieux comportés que ceux, naissants, de nombreux pays en développement d'autres régions. L'indice global des marchés des autres régions en développement a baissé d'environ 8 % alors que celui des marchés boursiers de la région a augmenté de quelque 12 %. L'amélioration de la situation économique de la plupart des pays membres de la CESA0 pendant cette même période s'était traduite par un boom de leurs marchés boursiers respectifs. L'augmentation du volume total des liquidités de ces pays avait également permis à de nombreuses sociétés de mobiliser des capitaux privés sur le marché boursier.

61. Le mouvement de privatisation qu'a connu un certain nombre de pays membres de la CESA0 a fortement stimulé le marché boursier, du fait essentiellement que la plupart de ces privatisations se sont faites par émission publique. L'amélioration des conditions d'investissement dans la région a entraîné une augmentation des flux de capitaux interrégionaux notamment par le biais des marchés boursiers, ce qui a facilité l'établissement de liens entre les marchés boursiers des pays membres de la CESA0. Des liens ont ainsi été établis en septembre 1996 entre les marchés boursiers égyptien, koweïtien et libanais et en décembre entre les marchés bahreïnite, koweïtien et omanais. La capitalisation totale sur ces marchés s'est élevée à environ 55 milliards de dollars en 1996, contre 28 en 1995.

62. Pendant la même période, les marchés boursiers régionaux sont devenus un élément important du système financier des pays membres de la CESA0, ce qui a permis à beaucoup d'institutions financières et non financières de la région de se procurer des capitaux propres pour mieux assurer leur assise financière et financer des projets d'investissement.

63. Malgré les progrès réalisés, les marchés boursiers de la région ne peuvent être considérés comme des marchés naissants, car leurs structures juridique, administrative et institutionnelle sont insuffisantes et leurs règles concernant la participation d'intérêts étrangers trop rigoureuses.

64. Les gouvernements des pays membres ont encouragé l'expansion des marchés boursiers de la région au moment où la plupart d'entre eux étaient en déficit budgétaire et ne disposaient pas des fonds nécessaires pour financer leurs projets d'investissement et autres notamment. Les gouvernements comptent sur les marchés boursiers pour mobiliser les ressources dont ils ont besoin afin de financer leur déficit budgétaire et leurs projets d'investissement.

65. Du point de vue historique, tant l'environnement commercial que la taille du marché des valeurs mobilières des pays membres de la CESA0 ont été dictés par l'État et par la structure institutionnelle d'intermédiation financière. L'État a eu une influence déterminante sur le niveau de l'activité économique dans pratiquement tous les pays membres de la CESA0. La nécessité d'exécuter des projets de développement ambitieux que le secteur privé ne voulait ou ne pouvait pas financer a contribué à renforcer encore le rôle de l'État (le secteur public). Quant à la structure institutionnelle d'intermédiation financière, les marchés financiers de tous les pays membres de la CESA0 sont dominés par les banques commerciales dont les prêts se limitent traditionnellement au financement des échanges commerciaux à court terme. Le recours à l'émission de titres plutôt qu'à des prêts bancaires, à des fins de financement, est de plus

en plus courant depuis quelques années. Cette nouvelle tendance est due au mouvement de privatisation qui gagne du terrain dans presque tous les pays membres de la CESA0.

66. Ces dernières années, la conjoncture financière s'est améliorée dans la plupart des pays membres de la CESA0. L'insuffisance des réglementations et structures institutionnelles des marchés financiers de ces pays n'a toutefois pas contribué à améliorer le climat commercial autant qu'il aurait pu l'être. Il en résulte que les marchés financiers de la région demeurent en général inadéquats – informels, manquant de transparence et exposés aux conséquences fâcheuses d'une spéculation non contrôlée.

67. Les lois et règlements régissant les marchés boursiers de la région s'inspirent de démarches diverses. Cela dit, toutes, malgré leurs défauts, visent à stimuler l'épargne, à assurer le financement des entreprises tant publiques que privées et à protéger les intérêts des actionnaires aussi bien que des opérateurs. Les mêmes problèmes que par le passé se sont posés en 1996 : respect des normes de comptabilité, qualité de l'information rendue publique, et protection des petits investisseurs contre les délits d'initiés et autres pratiques frauduleuses.

68. En 1996, les fonds propres des banques de la région étaient estimés à 66 milliards de dollars, soit 10 % de plus qu'en 1995 (60 milliards), et le total de l'actif à 470 milliards, contre 420 milliards en 1995, soit une hausse d'environ 12 %, mais faute de capitaux propres suffisants par rapport aux grandes banques internationales, les principales banques de la région n'étaient pas concurrentielles sur les marchés bancaires internationaux.

69. Les banques de la région auraient vu leur part du financement des activités économiques régionales augmenter d'environ 17 % en 1996, de 195 milliards en 1995 à 228 milliards en 1996. Cette augmentation provient en grande partie du financement de projets et des prêts consortiaux accordés en vue de grands projets d'investissement. Le total des dépôts des banques de la région était estimé à 275 milliards de dollars en 1996, soit 16 % de plus qu'en 1995 (237 milliards). Cette progression était due essentiellement au rapatriement de l'argent des expatriés, à l'expansion des investissements interrégionaux et aux taux d'intérêt relativement élevés, ainsi qu'à la stabilité monétaire de la plupart des pays membres de la CESA0; elle s'expliquait aussi en partie par l'introduction de nouveaux instruments financiers dans plusieurs pays de la région.

70. La réforme du secteur financier, prévue dans le cadre des programmes de réforme économique de la plupart des pays membres de la CESA0, semble avoir stimulé les investissements extérieurs de certaines banques de la région, passés de 54 à 60 milliards de dollars entre 1995 et 1996.

71. La situation relativement difficile qu'avait connue les marchés bancaires de la région l'année précédente s'était beaucoup améliorée en 1996, grâce à la reprise de l'économie et aux réformes du secteur privé. La plupart des banques de la région ont fait des bénéfices sans précédent malgré certaines contraintes comme la nécessité de continuer à constituer des provisions pour les prêts

improductifs consentis dans les années 80 et au début des années 90; la baisse des revenus des activités boursières; et la nécessité constante de respecter les normes de fonds propres internationalement reconnues.

72. En 1996, la principale activité de la plupart des banques de la région est demeurée les services aux particuliers et le crédit à la consommation. Plusieurs d'entre elles se sont toutefois tournées vers la banque universelle (combinant banque de détail et banque de gros) afin de réaliser des économies d'échelle et d'éviter de dépendre d'une seule activité bancaire. Certaines, notamment en Égypte et dans plusieurs pays membres du CCG, ont tiré profit de leur participation aux privatisations nationales en offrant des garanties et des services consultatifs financiers dans le cadre de la vente d'entreprises publiques. Les gouvernements de ces pays ont encouragé les banques locales à créer des fonds communs de placement pour investir dans des entreprises locales et régionales.

IV. INVESTISSEMENT ÉTRANGER DIRECT

73. L'investissement étranger direct est la principale source des capitaux dont recommencent à bénéficier les pays en développement. Il est passé de 10 milliards de dollars en 1986 à 99 milliards en 1995. Cette évolution spectaculaire est à mettre en parallèle avec les réformes et les programmes d'ajustement structurel adoptés par les pays en développement pour stabiliser leur économie et développer leur secteur privé en attirant des investisseurs étrangers et locaux. La progression des entrées et des sorties de capitaux relevant de l'investissement étranger direct dans les pays de la CESAO depuis les années 80 n'a toutefois pas été aussi forte que dans les pays en développement en général. Pour la plupart handicapés, durant les années 80, par leur endettement et une conjoncture économique et une situation politique défavorables, les pays de la région n'ont pas su attirer les flux de capitaux dont ils auraient eu besoin pour dynamiser leur croissance économique et leur développement durant cette décennie. Depuis peu, les pays membres de la CESAO ont décidé de créer un climat plus propice aux investissements en adoptant une nouvelle législation en la matière et en prenant des mesures pour attirer les investisseurs privés étrangers et locaux.

74. Jusqu'à présent, les pays de la région ont attiré beaucoup moins d'investissements étrangers directs que les pays en développement des autres régions. En 1995, la part de la région dans les entrées mondiales d'investissement étranger direct s'est élevée à 0,8 %, celle de l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est à 8,74 %, celle de l'Europe centrale et orientale à 3,8 %, celle de l'Amérique latine et des Caraïbes à 8,43 % et celle de l'Afrique à 1,48 %. Qui plus est, alors qu'en 1995 les entrées mondiales d'investissements étrangers directs avaient augmenté de 39,6 % par rapport à 1994, celles de la région de la CESAO avaient baissé de 19,7 %. De fait, dans toutes les régions sauf celle de la CESAO et l'Afrique, l'investissement étranger direct avait progressé en 1995.

75. Les capitaux investis à l'étranger par des pays membres de la CESAO représentaient 0,32 % des sorties mondiales de capitaux en 1995. Les sorties de capitaux de l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est (Chine exceptée) étaient

estimées à 12 % des sorties mondiales de capitaux; celles de l'Europe orientale et centrale à 0,1 %; celles de l'Amérique latine et des Caraïbes à 1,2 % et celles de l'Afrique à 0,2 %.

76. En 1995, les entrées d'investissements étrangers directs des pays membres de la CESAO s'élevaient au total à 2 milliards 380 millions de dollars, soit 0,8 % de l'ensemble des entrées mondiales et 2,39 % de celles des pays en développement. Elles étaient en baisse de 19,6 % par rapport à 1994 où elles se chiffraient à 2 milliards 960 millions. Cela dit, bien qu'inférieur à celui de 1994, le chiffre de 1995 correspondait à un volume d'entrées d'investissements étrangers directs plus important que ceux de 1991 et 1992 – au moment de la guerre du Golfe – lorsque ces entrées représentaient respectivement 1,3 et 1,5 milliard de dollars. Le déclin de la part des entrées d'investissement étranger direct de la région par rapport à celle de l'ensemble des pays en développement est dû en partie à la diminution du volume de l'investissement étranger direct dans la région et en partie à l'augmentation du volume de l'investissement étranger direct dans les pays en développement en général. Cette tendance tient aussi au fait qu'à partir de la fin des années 80, de nouveaux blocs régionaux se sont créés au sein desquels les plus riches préféraient investir dans des pays en développement faisant partie du même bloc ou des pays voisins. Les investissements étrangers directs du Japon vont en général à l'Asie du Sud-Est; ceux des États-Unis et du Canada à la zone de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et aux pays d'Amérique latine et ceux de l'Union européenne à l'Europe orientale. De plus, les possibilités d'investissement ont été plus nombreuses dans d'autres pays en développement, comme la Chine et certains pays d'Amérique latine, que dans la région de la CESAO.

77. En 1995, c'est à l'Égypte qu'est revenue la part la plus importante, 42 %, des entrées totales d'investissement étranger direct dans les pays membres de la CESAO. En 1996, les entrées d'investissement étranger direct ont fait un bond en Égypte où elles étaient estimées à 2 milliards de dollars. Venaient ensuite l'Arabie saoudite avec 37,4 %, l'Oman avec 6,3 % et les Émirats arabes unis avec 4,62 %. L'Égypte et l'Arabie saoudite avaient de loin les plus importantes entrées d'investissement étranger direct de la région. À elles deux, elles représentaient en moyenne 85,9 % de ces entrées pour la période 1984-1989, et 79,38 % en 1995.

78. Toujours en 1995, les sorties d'investissement étranger direct de la région de la CESAO se chiffraient à 1 milliard 20 millions de dollars, soit 0,32 % des sorties mondiales comme indiqué plus haut et 2,17 % des sorties totales des pays en développement. Le chiffre de 1995 est en baisse de 9,6 % par rapport à celui de 1994, qui était de 1 milliard 130 millions. Les sorties de 1995 étaient toutefois en nette hausse par rapport à celles de 1984-1989, qui s'élevaient à 350 millions. En 1990 et 1991, elles se chiffraient respectivement à 440 millions et 320 millions de dollars. Cette baisse s'expliquait surtout par la guerre du Golfe durant laquelle les deux principales sources de sorties d'investissement étranger direct de la région, à savoir le Koweït et l'Arabie saoudite, avaient dû utiliser les ressources correspondantes pour financer la guerre. Il n'empêche qu'en 1992, les sorties de la région de la CESAO avaient atteint leur niveau le plus haut depuis le milieu des années 80, où elles

s'élevaient à 1 milliard 230 millions de dollars, en raison essentiellement de la montée en flèche des sorties du Koweït (1,2 milliard de dollars).

79. Parmi les pays membres de la CESAO, le Koweït était la principale source de sorties d'investissement étranger direct de la région en 1995, avec un montant total de 1 milliard 40 millions de dollars, suivi par l'Égypte et l'Arabie saoudite, avec 13 millions de dollars chacune. Le Koweït a de tout temps été le pays de la région qui investissait le plus à l'étranger, notamment en raison de la politique du Gouvernement koweïtien qui consistait à verser chaque année 10 % de ses recettes budgétaires à un fonds de réserve pour les générations futures dont les avoirs sont investis principalement à l'étranger.

80. Comme on l'a vu plus haut, les pays membres de la CESAO ont pris conscience du fait que l'investissement étranger direct peut contribuer au progrès de leur économie. Ils ont donc ouvert, privatisé et déréglementé leur secteur financier et adopté des lois visant à attirer l'investissement étranger. À l'occasion des trois sommets économiques pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord qui se sont tenus à Casablanca en 1994, à Amman en 1995 et au Caire en 1996, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont montré qu'ils étaient résolus à créer des conditions économiques propices aux investissements. Si elle veut voir ses entrées d'investissement étranger direct décoller, la région de la CESAO doit néanmoins commencer par satisfaire à plusieurs critères. Le premier est la stabilité politique. Les investisseurs aiment les pays connus pour leur stabilité politique, or celle-ci fait défaut dans la région, même si elle fait des efforts réels dans ce sens. Le second est l'absence de restrictions à la participation/propriété. Certains pays membres de la CESAO sont favorables aux coentreprises, alors que de nombreuses sociétés multinationales les évitent parce qu'elles ne les trouvent pas suffisamment rentables. Lorsqu'elles envisagent d'investir dans un pays, ces sociétés considèrent aussi toute restriction à la propriété comme un obstacle sérieux. Certains pays membres comme Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne ont donc récemment modifié leur législation pour autoriser les sociétés dont le capital est à 100 % étranger. D'autres offrent des possibilités d'exonération fiscale et des garanties pour attirer les investisseurs. Le troisième critère est celui de l'élimination de toute bureaucratie excessive. Les gouvernements des pays de la région devraient s'engager à simplifier les transactions et démarches administratives et éviter les lourdeurs bureaucratiques. Ils devraient aussi adhérer aux normes internationales et améliorer la qualité et la diffusion des données pour réduire les coûts d'entrée sur le marché. De plus, la tendance récente à la régionalisation devrait inciter la région de la CESAO et tous les autres pays arabes à créer des mécanismes de collaboration économique, comme par exemple dans un premier temps une zone arabe de libre-échange et dans un second temps un marché commun arabe. Les blocs régionaux existent et influent sur les flux d'investissements étrangers directs qui ont tendance à aller en priorité aux pays faisant partie du même bloc. Les pays membres de la CESAO doivent tenir compte de ce phénomène et prévenir tout effet négatif qu'il pourrait avoir sur les entrées d'investissement étranger direct.

V. SITUATION DES FEMMES

81. Fait encourageant, la situation des femmes s'est améliorée dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi par rapport aux années 70. Cela étant, leur participation à la vie publique et politique, ainsi qu'aux structures du pouvoir et à la prise de décisions, est moins satisfaisante que prévu. En ce qui concerne l'affirmation de leurs droits et leur émancipation, il reste beaucoup à faire pour surmonter les obstacles économiques existants, réduire la pauvreté et promouvoir l'autosuffisance, l'indépendance financière et la sécurité au sens le plus large.

82. Dans les sociétés en mutation rapide de la région, les traditions, les valeurs et les normes constituent le principal cadre religieux et culturel dans lequel les femmes peuvent participer et s'intégrer au processus de développement. Dans la région de la CESA0, la famille demeure une institution fondamentale dont les femmes sont l'élément central en tant qu'épouses, soeurs, mères, procréatrices et éducatrices. Toutefois, la société est de plus en plus sensible aux différents rôles et fonctions de ses membres et ceux-ci – hommes, femmes, enfants, jeunes et personnes âgées – sont de plus en plus considérés comme des partenaires dans le processus de développement.

83. Selon les données disponibles, en 1995, environ 34 % des femmes de la région, âgées de 15 ans et plus, étaient encore analphabètes, contre 17 % des hommes. Si le taux d'analphabétisme des femmes diminue dans la plupart des pays, l'écart entre hommes et femmes se creuse. En 1995, le taux d'analphabétisme féminin atteignait le niveau inquiétant d'environ 76 % au Yémen alors qu'il était de 20 à 23 % en Jordanie, à Bahreïn et dans les Émirats arabes Unis et, plus encourageant encore, de 9 à 13 % au Liban, au Koweït et au Qatar. Malgré la mise en oeuvre de politiques comme "L'éducation pour tous" qui visent à encourager la scolarisation des petites filles et, dans certains pays, à accroître le budget de l'éducation en y consacrant une plus grande part des dépenses publiques, les disparités entre hommes et femmes ne se sont pas suffisamment atténuées dans la région. Le taux élevé d'abandon scolaire chez les filles demeure un problème majeur et la situation en milieu rural reste préoccupante. Très souvent, le taux d'analphabétisme féminin est élevé lorsque les disparités entre les sexes sont marquées (Yémen, République arabe syrienne et Arabie saoudite) et plus faible lorsqu'elles sont moins importantes (Liban, Qatar, Koweït, Jordanie et Bahreïn). Par exemple, les disparités entre les hommes et les femmes sont huit fois plus importantes en République arabe syrienne qu'au Liban. L'élimination de l'analphabétisme féminin est l'objectif de plusieurs organisations non gouvernementales qui travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements des pays membres de la CESA0 et avec des institutions internationales spécialisées, en particulier depuis 1995.

84. L'Égypte, l'Iraq, la République arabe syrienne et la plupart des pays membres du CCG mettent en oeuvre des politiques de protection sociale et assurent gratuitement des soins de santé ou les financent en grande partie. Dans certains pays du CCG, les résidents non nationaux bénéficient aussi d'une couverture médicale.

85. En 1995, l'espérance de vie moyenne des femmes arabes dans la région avait augmenté de 20 ans par rapport à 1945 (21 ans pour les hommes). Par exemple, dans les pays membres du CCG, en Cisjordanie, au Liban et en Jordanie, l'espérance de vie moyenne des femmes allait de 70 ans en Jordanie à 77 ans au Koweït. En revanche, dans les pays les moins développés de la région, l'espérance de vie à la naissance n'était que de 51 ans. L'Égypte a enregistré la plus forte augmentation de l'espérance de vie moyenne des femmes entre 1970-1975 et 1990-1995, celle-ci étant passée de 53 ans à 65 ans. Parallèlement, le taux de fécondité a légèrement diminué dans l'ensemble de la région. Le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer est passé de 6,8 à 5,2 entre 1975 et 1995. Cela étant, les taux de fécondité varient selon les pays, de 3,1 enfants au Liban et au Koweït à 7,6 enfants au Yémen. Des campagnes de sensibilisation à la planification familiale sont de plus en plus souvent menées, avec l'aide d'organisations non gouvernementales et d'institutions spécialisées. Les femmes sont de plus en plus nombreuses à pouvoir décider du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir. L'augmentation du niveau d'instruction et du taux d'alphabétisation, l'amélioration de la santé et des possibilités d'emploi, conjuguées au fait que la population se marie moins jeune, sont autant de facteurs qui expliquent la baisse du taux de natalité et la réduction de la taille des familles dans la région de la CESAO.

86. Si le taux d'activité des femmes est inférieur à celui des hommes dans le monde entier, cela est particulièrement vrai pour la région de la CESAO. En 1994, année qui correspond aux statistiques les plus récentes, les femmes représentaient seulement 15 % de la population active âgée de 15 ans et plus. Cependant, le taux d'activité des femmes varie fortement entre les pays de la région à économie plus diversifiée et les pays du CCG. En 1994, les femmes constituaient un peu plus du quart de la population active au Liban et un peu plus du cinquième en Égypte et en Iraq. Dans la plupart des pays du CCG, les femmes ne représentaient que de 7 à 9 % de la population active.

87. En dépit du poids des traditions et des normes sociales, l'évolution rapide de la situation économique a incité les femmes à participer davantage et plus activement à la vie économique. La légère augmentation du taux d'activité des femmes est surtout sensible dans les emplois de bureau, les services, le secteur informel et, dans une moindre mesure, l'industrie. On ne constate aucun progrès notable dans l'accès des femmes aux emplois qui ne leur sont pas traditionnellement réservés. L'analyse du taux d'activité féminine par secteur révèle qu'au milieu des années 90, environ 70 % des femmes actives de la région travaillaient dans le secteur des services (comme enseignantes, secrétaires, employées de bureau et infirmières) alors que près de 20 % étaient employées dans le secteur agricole, les 10 % restants travaillant dans le secteur industriel, principalement manufacturier (confection et alimentation). La répartition de la population active féminine par secteur n'est que le reflet de la situation économique des pays concernés. Par exemple, en République arabe syrienne, environ 65 % des femmes actives travaillent dans l'agriculture qui occupe une grande place dans l'économie. De même, au Yémen, près de la moitié des femmes travaillent dans le secteur agricole qui joue un rôle prédominant. Mais, en Jordanie, où le secteur des services est très important, 92 % des femmes actives travaillent dans le tertiaire. Dans la plupart des pays du CCG, où la collectivité n'accepte pas que les femmes soient employées dans l'industrie du pétrole, les femmes actives, qui sont peu nombreuses, travaillent

en majorité dans le secteur des services (elles représentent entre 90 et 100 % des travailleurs du tertiaire au Qatar, au Koweït, à Bahreïn et dans les Émirats arabes unis). En Arabie saoudite, des mesures ont été prises en 1997 pour améliorer les perspectives d'emploi des femmes dans le secteur privé (secteur des services, y compris la gestion hôtelière). Au Liban et en Égypte, plus d'un cinquième de la population active féminine travaillait dans le secteur industriel en 1994.

88. Les femmes participent désormais à la prise de décisions, encore que dans une faible mesure, et sont depuis peu plus présentes dans la vie publique. Dans la plupart des pays arabes, à l'exception des pays du CCG, les femmes ont le droit de voter et de se présenter aux élections. Mais, dans 7 pays sur 13, elles occupent moins de 3 % des sièges au parlement. Ce sont l'Iraq, la Cisjordanie et la bande de Gaza qui comptent la plus forte proportion de femmes parlementaires (plus de 10 %), suivis par la République arabe syrienne (plus de 8 %). Cette proportion est la plus faible au Yémen (moins de 1 %). Depuis 1995, année de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, on constate que les organisations non gouvernementales qui luttent pour les femmes et les femmes elles-mêmes militent de plus en plus pour faire reconnaître leurs droits fondamentaux, participer davantage à la prise de décisions et faire disparaître les obstacles à leur participation à la vie politique et aux structures du pouvoir. Au Koweït, où les femmes n'ont pas encore le droit de vote mais ont fait savoir haut et fort, lors des élections législatives de 1996, qu'elles voulaient participer à la vie politique, il y a néanmoins quelques femmes ambassadeurs et doyens d'instituts universitaires. De même, au Qatar, une femme a été nommée Sous-secrétaire d'État à l'éducation et à la culture en 1996 et au Yémen, une femme a été nommée pour la première fois Sous-secrétaire d'État à l'information en 1997.

89. Depuis la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, les campagnes de sensibilisation des femmes à leurs droits se multiplient et l'on utilise de plus en plus les médias pour donner des femmes une image moins stéréotypée et moins négative.

90. L'instabilité politique, aggravée par une vulnérabilité économique croissante et une dépendance de plus en plus forte vis-à-vis de l'extérieur, ainsi que par des lois et politiques dépassées qu'il faudra modifier pour tenir compte de l'évolution de la situation, fait obstacle à l'émancipation des femmes et les empêche de contribuer au processus de développement. Il importe de réduire les disparités entre les sexes dans tous les domaines, en commençant par lutter contre la pauvreté (dimension économique), en encourageant les femmes à participer à la prise de décisions (dimension politique) et en mettant l'accent sur la famille en tant qu'élément central de la société civile arabe et sur le rôle des hommes et des femmes au sein de celle-ci (dimension sociale). Les gouvernements arabes sont convenus d'examiner ces trois thèmes. La question est de savoir si et quand les pays de la région vont passer de la phase "femmes dans le développement" à la phase "femmes et développement", ce qui signifie que la question de la participation des femmes, au lieu d'être un volet des plans de développement, serait véritablement intégrée dans tous les programmes et politiques. Cette phase sera marquée par l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les activités de développement.

Indicateurs socio-économiques pour la région de la CESAO
 1994-1996

	1994	1995	1996 ^a
Produit intérieur brut (PIB) en prix constants de 1992 (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	289,9	296,3	310,8
Taux de croissance réel du PIB (en pourcentage) ^b	0,8	2,2	4,8
Population dans la région de la CESAO ^b (en millions d'habitants)	118,2	121,5	124,9
Taux d'accroissement de la population (en pourcentage) ^b	2,80	2,79	2,80
PIB par habitant (en dollars des États-Unis) ^b	2 451	2 437	2 487
Taux de croissance	(1,8)	(0,6)	2,1
PIB en valeur nominale (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	293,3	320,7	353,3
PIB par habitant en valeur nominale (en dollars des États-Unis) ^b	2 481	2 638	2 828
Taux de croissance	1,3	6,3	7,2
Dette extérieure (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	186	182	175
Ratio dette extérieure/PIB (en pourcentage) ^b	64	61	56
Exportations (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	102,7	115,0	132,4
Importations (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	85,6	93,3	101,8
Balance commerciale (en milliards de dollars des États-Unis) ^b	17,1	21,7	30,5
Balance des opérations courantes (en milliards de dollars des États-Unis) ^c	(7,1)	(8,7)	(1,4)
Réserves internationales (en milliards de dollars des États-Unis) ^d	45,7	51,2	54,4
Ratio réserves internationales/importations (mois) ^d	6,4	6,6	6,4
Production de pétrole brut (en millions de barils par jour)	16,052	16,119	16,260
Recettes pétrolières (en milliards de dollars des États-Unis)	72,4	80,1	96,5
Réserves prouvées de pétrole (en millions de barils)	568,5	570,0	575,0
Réserves prouvées de pétrole/total des réserves mondiales de pétrole (en pourcentage)	56,9	57,0	57,1
Réserves prouvées de pétrole/production de pétrole (en années)	98,8	98,2	98,3

Source : Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, d'après des sources nationales et internationales.

Notes : Les chiffres entre parenthèses () indiquent un déficit ou une valeur négative.

^a Estimations préliminaires.

^b À l'exclusion de l'Iraq.

^c Non compris l'Iraq, la République arabe syrienne et le Yémen.

^d À l'exclusion de l'Iraq et de la République arabe syrienne.
